



L'Europe à l'écoute de ses citoyens pour une Europe durable

La croissance durable signifie que la croissance ne doit pas seulement se fonder sur la quantité, mais aussi, et de fait davantage encore, sur la qualité, ce qui veut dire: (a) ne pas exploiter l'environnement ou la main-d'œuvre; (b) assurer des conditions de vie équitables; (c) mesurer la croissance économique non pas seulement sous la forme d'un flux annuel, mais aussi sous celle d'un stock de richesses et de leur distribution; (d) répondre aux besoins de tous dans les limites posées par les possibilités de la planète; (e) développer des économies qui nous permettent de prospérer, qu'elles croissent ou non; et (f) établir un circuit fermé de circulation des revenus entre les ménages, les entreprises, les banques, les gouvernements et les échanges commerciaux, œuvrant de manière sociale et écologique. Les énergies, les matériaux, le monde naturel, la société humaine, le pouvoir et la richesse que nous détenons en commun, tous ces éléments font défaut dans le modèle actuel. Le travail non rémunéré des aidants, des femmes pour l'essentiel, n'est pas pris en compte, alors que sans eux, aucune économie ne pourrait fonctionner.

La **compétitivité durable** est quant à elle un modèle qui établit un équilibre entre la prospérité économique, les questions environnementales et l'inclusivité sociale. Dans ce contexte, l'indice de compétitivité mondiale ajusté au développement durable doit prendre en compte deux nouvelles dimensions, d'ordre environnemental et social.

L'avenir de l'Europe

Le CESE jette des ponts entre l'UE et ses citoyens, et c'est à ce titre qu'il souhaite exposer sa vision de l'avenir d'**une Europe qui se place au premier rang dans le monde en matière de développement durable**. Cela nécessite une **nouvelle stratégie** fondée sur une approche globale et transsectorielle axée sur les besoins des citoyens et dont l'objectif principal est la durabilité, afin de faire en sorte que les défis économiques, sociaux et environnementaux soient abordés conjointement.

Cette stratégie doit garantir que **la compétitivité, la croissance, les investissements et les entreprises plus généralement soient durables** et servent le bien-être de tous les citoyens. **L'économie doit être le catalyseur du renouveau social, économique et culturel de l'UE.**

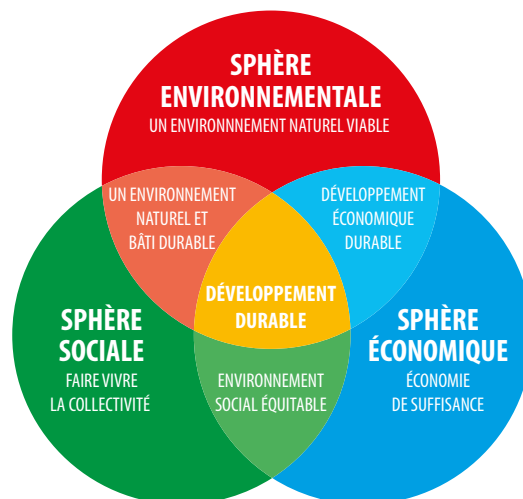
Le **marché unique** dans toutes ses dimensions – économique, sociale et environnementale – occupe une **place centrale dans l'intégration européenne**. Il devrait susciter une

croissance et une innovation durables, attirer les investissements et renforcer la compétitivité durable de ses entreprises.

Mais l'avenir de l'Europe ne peut être conçu et prendre corps que si les **valeurs** qui sous-tendent le projet européen depuis ses débuts **restent au cœur du développement de l'UE** et de ses futures politiques. De même, la dimension culturelle du projet européen doit être reconnue, affirmée et

prise en compte dans toutes les politiques de l'UE.

L'Agenda 2030 des Nations unies doit encourager ainsi le secteur entrepreneurial à contribuer à la réalisation d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux durables, favorisant ainsi une croissance équitable et durable du bien-être pour tous et la protection des droits sociaux, humains et du travail.



Une stratégie globale en faveur de la durabilité

Le CESE demande une **stratégie globale** en faveur du développement durable afin de mettre en œuvre l'Agenda 2030, assortie d'un budget ambitieux de l'UE.

La compétitivité et le développement durable ne sont pas contradictoires, dès lors que les aspects sociaux et environnementaux s'inscrivent pleinement dans la définition de la compétitivité et l'enrichissent. La compétitivité ne doit pas être définie par la quantité et le prix, mais de préférence en tenant également compte des **valeurs européennes**, de la **qualité** et de la **durabilité**.

L'Europe a besoin d'un **nouveau modèle de croissance**, qui diffère d'un point de vue qualitatif de ce que nous

avons à présent, c'est-à-dire qui soit inclusif sur le plan social et durable sur le plan environnemental, et qui soit à même de favoriser et d'étayer la convergence des transitions numérique et écologique dans nos pays et nos sociétés.

Les investissements durables constituent un instrument déterminant pour guider et favoriser le processus de consolidation de la première place qu'occupe l'Europe sur le chemin vers une société durable. Ils doivent stimuler la création d'emplois de haute qualité, les énergies renouvelables, des transports publics écologiques qui soient abordables et accessibles, des technologies numériques écoconçues, la recherche et l'innovation. Ceci est particulièrement

crucial pour les jeunes et les régions à fort taux de chômage ou confrontées à des changements structurels.

Les entreprises européennes doivent être à la hauteur de leur rôle et de leurs responsabilités et **agir comme les pionniers** aux yeux du reste du monde lorsque la compétitivité et le développement économique durable de notre système européen sont redéfinis en respectant notre planète.

L'Europe des citoyens et la politique de communication

Une mise en œuvre réussie de la stratégie préconisée par le CESE suppose également un engagement citoyen fort et une politique de communication efficace fondée sur un véritable dialogue et évitant une approche du sommet vers la base.

Un renforcement de la participation des citoyens à la définition des politiques de l'UE est indispensable pour regagner le soutien et rétablir la confiance dans l'intégration européenne, en particulier chez les jeunes.

Le dialogue civil structuré et la citoyenneté active doivent devenir de véritables outils de démocratie participative.

Il convient de prendre des mesures afin d'assurer une responsabilisation et une transparence accrues dans le cadre du processus de prise de décision par les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux.

Migrations

Les migrations doivent être perçues non pas comme une menace, mais comme une chance pour le modèle économique et social européen, et il est urgent de modifier les discours et les politiques dans ce domaine. L'intégration est un processus qui joue dans les deux sens et tant la communauté d'accueil que les migrants ont des droits et des devoirs.

L'Europe a besoin d'une approche globale de la politique migratoire.

Gouvernance

La mise en œuvre du programme de développement durable passe par une nouvelle approche globale et transsectorielle de la gouvernance pour veiller à une prise en compte collective des défis économiques, sociaux et environnementaux et à ce que toutes les politiques intérieures et extérieures de l'UE soient cohérentes avec les ODD et y soient conformes.

Budget

Pour faire face aux priorités économiques, sociales et environnementales, aussi bien nouvelles qu'en cours, le CESE demande que les ressources financières de l'UE soient fixées à 1,3 % du RNB pour le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Des ressources budgétaires doivent être transférées des États membres conformément à des critères de justice distributive pour reprendre la route de la convergence économique et sociale.

Fiscalité juste

Un système fiscal équitable exige que les personnes physiques et morales paient de manière proportionnée un impôt sur leurs revenus et sur leurs bénéfices.

La lutte contre la fraude, l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux et les paradis fiscaux devrait inclure des mesures de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

L'Europe sociale

On ne peut faire l'économie d'une nouvelle «**donne sociale**» qui offre à tous les citoyens une société plus juste et plus égale. Un **programme d'action sociale** est nécessaire pour transposer le programme des Nations unies à l'horizon 2030 à tous les niveaux.

Une **amélioration** générale et un **accroissement des investissements dans le système éducatif**, ainsi qu'un soutien à un **droit universel à l'éducation et à la formation tout au long de la vie**, qui permettent aux citoyens d'acquérir des compétences et de se reconvertir, sont essentiels.

Un environnement durable

La stratégie préconisée par le CESE doit garantir qu'**au moins l'accord de Paris** soit pleinement et immédiatement mis en œuvre au moyen de politiques climatiques ambitieuses de l'UE, et être assortie d'un engagement visant à limiter l'augmentation de la température à 1 °C maximum.

Les entreprises de l'UE et le développement durable

L'entreprise est un facteur déclenchant du développement social et environnemental.

Les compagnies européennes doivent demeurer à **la pointe en matière d'innovation et de créativité** et respecter des normes élevées dans les domaines du travail, des consommateurs et de l'environnement dans toute l'Europe.

Il se trouve déjà des pionniers parmi les entreprises de l'UE, mais ils

Un commerce libre et équitable

La politique commerciale de l'UE doit **prendre en compte** les valeurs qui lui sont propres et qu'elle s'applique, et **être cohérente** avec elles, en tant que leader mondial en matière de développement durable.

Un **programme ambitieux en matière de politique commerciale** à tous les niveaux permettra de créer

Les politiques publiques et les mesures législatives doivent garantir que tous les citoyens et résidents européens bénéficient du **même niveau de protection** et puissent faire valoir leurs droits et libertés fondamentaux. L'UE doit améliorer ses politiques et actions afin d'assurer **l'égalité des genres**, en sus de garantir que toutes les personnes confrontées à des formes multiples de discrimination bénéficient de **l'égalité des chances** dans la société.

Des mesures visant à garantir un **salaire** et un **revenu minimums** pourraient constituer un élément

L'UE devrait accélérer la **transition juste et durable**.

Une **politique alimentaire globale** est nécessaire.

L'UE doit transformer une économie linéaire en une **économie circulaire**,

important de la protection sociale et contribuer à parvenir à un niveau de vie décent dans tous les pays, tout en aidant également à soutenir la croissance et à renforcer la convergence, ou à éviter la divergence, au sein de l'UE.

Une **transition durable** nécessite des investissements dans des systèmes de protection sociale efficaces et intégrés offrant des services de qualité, tandis que le **dialogue social** est essentiel pour anticiper et gérer les changements.

sans carbone, et mettre en place des **normes communes** pour fournir un air pur et une eau propre et protéger nos océans.

concurrence loyale, dès lors que sa définition en recouvre les aspects sociaux et environnementaux, et fournissant des **conditions favorables et propices à l'activité des entreprises**.

Les **nouveaux modèles économiques** de production et de consommation représentent pour l'UE l'occasion de devenir un leader en matière de croissance économique innovante et durable.

de la croissance et des emplois dans l'UE tout en promouvant à l'échelle mondiale une politique commerciale fondée sur des règles.

L'UE devrait continuer à **ouvrir de nouveaux marchés** et à accroître les débouchés commerciaux et la satisfaction des consommateurs tout en garantissant des normes sociales et

environnementales élevées, et elle devrait jouer un **rôle de premier plan dans la réforme de l'OMC** afin de veiller à ce que celle-ci contribue de manière essentielle à la réalisation des ODD.

Avis du CESE en rapport: «Être à l'écoute des citoyens de l'Europe pour un avenir durable (Sibiu et au-delà)», adopté le 20 mars 2019 lors de la session plénière n° 542

Rapporteurs: Mme Vladimíra Drbalová, M. Peter Schmidt et M. Yves Somville

<https://www.eesc.europa.eu/fr/node/68332>

© Union européenne, 2019
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Print:
QE-02-19-281-FR-C
ISBN 978-92-830-4514-4
doi:10.2864/505914

Online:
QE-02-19-281-FR-N
ISBN 978-92-830-4513-7
doi:10.2864/574555

EESC-2019-47-FR